

Dialogue inter-Burundais : Mkapa convie une trentaines de "Key players"

PANA, 13 février 2017 Pari risqué du médiateur est-africain sur le 4^{ème} round des pourparlers inter-burundais de paix Bujumbura, Burundi - Le médiateur de la Communauté d'Afrique de l'Est et ancien chef de l'Etat tanzanien, Benjamin Mkapa, parie sur le 4^{ème} round des pourparlers inter-burundais de paix, du 16 au 18 février, à Arusha, en Tanzanie, pour enfin réunir les principaux et vrais protagonistes de la crise politique burundaise de bientôt deux ans, a-t-on appris dimanche, de source proche de la facilitation sous-régionale à Bujumbura

Une liste d'une trentaine de personnalités politiques concernées circule déjà en ligne et parmi les invités remarquables figure notamment Dr Jean Minani, l'actuel président en exil du Conseil national pour l'accomplissement de l'accord d'août 2000 à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (Cnared, principale plateforme de l'opposition radicale). Des « frondeurs » du parti au pouvoir figurent également sur la liste, dont Pie Ntavyohanyuma, ancien président de l'Assemblée nationale, Gervais Rufyikiri, ex-vice-président de la République, Léonidas Hatungimana, ancien porte-parole du chef de l'Etat burundais, Onésime Nduwimana, ex-porte-parole du parti au pouvoir. Tous ces anciens dignitaires du régime avaient pris le chemin de l'exil à l'étranger après avoir contesté la légitimité du troisième mandat de Nkurunziza. Le médiateur a fait volte-face après avoir traité de « fous » les contestataires de la légitimité du troisième mandat présidentiel, lors de sa visite de début janvier, à Bujumbura, ce qui lui avait valu la récusation immédiate de sa mission par les opposants au régime. Entre-temps, la sous-région a fait pression pour que le prochain round soit le plus inclusif possible des vrais protagonistes de la crise burundaise, dit-on dans les milieux diplomatiques à Bujumbura. D'un autre côté, l'opposition a aussi mis de l'eau dans son vin et semble partante pour le quatrième round de tous les espoirs d'une paix jusqu'à hypothèque, notamment, par les animosités entre les protagonistes de la crise. La liste d'une trentaine d'invités du pouvoir et de l'opposition interne et en exil ne sera toutefois définitive que si elle est avalisée par le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, tient-on à préciser du côté de la médiation. Cela revient à demander au chef de l'Etat de revenir sur son refus jusqu'à catégorique de discuter avec les opposants ayant eu un rôle à jouer dans le mouvement insurrectionnel contre son troisième mandat controversé et la tentative de putsch manqué qui s'en est suivie, en 2015. Un virage du chef de l'Etat burundais n'est pas à exclure compte tenu de la situation économique nationale jugée « catastrophique » à cause des sanctions de la Communauté internationale. Pour le moment, il n'y a pas encore de signal fort allant dans ce sens, à en juger surtout à une déclaration de l'influent porte-parole du chef de l'Etat burundais, Willy Nyamitwe, disant, en substance, que le gouvernement n'attend pas d'invitation à se rendre à Arusha car, cela n'est qu'une affaire de partis politiques. On remarque néanmoins sur la liste des invités, trois places réservées à des membres du gouvernement burundais et l'une des places maîtresses pour ramener la paix et la sécurité dans le pays. D'un autre côté, l'ordre du jour provisoire du 4^{ème} round figure la délicate question du troisième mandat présidentiel controversé, ce qui risque de braquer le gouvernement burundais et de faire capoter les futurs pourparlers de paix. C'est la « ligne rouge », ne se lassait-on pas déjà de répéter du côté du pouvoir burundais chaque évocation hasardeuse du troisième mandat arrivé à mi-chemin. Les autres des huit points du projet d'agenda du 4^{ème} round ont trait à : (1) Situation sécuritaire et engagement à mettre fin à toutes les formes de violences, (2) Etat de droit et lutte contre l'impunité, (3) Statut de l'accord d'Arusha et de la Constitution: bases de la paix et de la réconciliation, (4) Renforcement de l'espace démocratique au Burundi: libertés publiques-espace politique verrouillé, (5) Questions des droits de l'homme et humanitaires: cas de la commission pour la vérité et la réconciliation (Cvr) et des réfugiés. Les Participants doivent encore se pencher sur une décision du dernier sommet de la sous-région proposant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale au Burundi ou encore sur les questions économiques : cas des sanctions de la Communauté internationale. Lors de sa dernière visite de travail à Bujumbura, le médiateur s'était donné jusqu'au mois de juin prochain pour avoir vidé toutes ces questions et arraché un accord global de consolidation de la paix et de la sécurité au Burundi. Le quatrième round des pourparlers inter-burundais de paix devrait aussi être édifiant sur les chances de succès personnel de l'actuel médiateur dans la tenace crise au Burundi, de l'avis général des analystes à Bujumbura.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});